



Blois, le 3 Juin 2020

## **Adresse du Comité Régional de la Cgt Centre Val de Loire à la CEC de la CGT**

Chers Camarades,

Le salariat se trouve aujourd'hui dans une situation totalement inédite liée à la crise sans précédents du capitalisme. Elle est systémique, n'épargne aucun domaine de la vie des travailleurs et va creuser toujours plus les inégalités. Ce constat est aggravé par la pandémie de Covid19, qui est loin d'être achevée, et par les conséquences des choix mis en œuvre par le système économique dominant, avec le renfort des institutions et des appareils politiques.

Dans ce contexte où les libertés individuelles et collectives sont mises en cause, où le droit de manifestation est attaqué, où la "loi travail" du gouvernement Valls conjuguée aux lois Macron, Rebsamen sont en train de laminer le syndicalisme dans les entreprises en donnant tous les pouvoirs au patronat, l'heure devrait être pour la Cgt à travailler à l'unité des salariés dans l'action au rassemblement de toutes les victimes du système d'exploitation en place.

Œuvrer dans ce sens partout où la Cgt existe, où elle intervient, exige de porter, avec audace et détermination, nos revendications, nos ambitions en ne cédant pas un pouce sur notre démarche, sur les questions de fond qu'impliquent notre combat pour le progrès social, la démocratie et le changement de société.

Encore plus qu'en d'autres périodes, quand l'ensemble de notre édifice social est menacé par la pression du capital, le travail salarié directement mis en cause par le télétravail, de nouvelles restructurations orchestrées par les grands groupes, la Cgt se doit de faire preuve d'indépendance, de clarté dans le débat public et de détermination pour rassembler dans les luttes.

Cela implique d'assumer nos choix, notre histoire et de ne pas nous fondre dans les pièges dans lesquels veulent nous enfermer les détracteurs du syndicalisme de classe.

Malheureusement, depuis plusieurs mois, s'affirment confédéralement des prises de positions et engagements de moins en moins débattus collectivement et en total rupture avec ce qu'a porté la Cgt tout au long de son histoire.

Des engagements et signatures de la Cgt sur des textes qui remettent en cause ce que la Cgt a été amené à décider au fil de ses congrès tant au plan professionnel qu'interprofessionnel.

Alors que notre unité et notre cohésion sont des impératifs, ces prises de position de la Cgt nous divisent et nous fragilisent face à l'adversaire de classe et porte atteinte à tout le travail conduit par les équipes syndicales tant dans les entreprises, les localités, départements et régions que dans les fédérations.

Au départ du confinement, alors que dès la première intervention de Macron supportée par le patronat, nous étions tous informés de l'opération qu'allait mener le pouvoir pour faire entrer toutes les forces syndicales,

patronales, politiques, associatives, mutualistes dans **une union sacrée** comme durant la grande guerre, nous découvrons quelques jours plus tard un relevé de décisions dans lequel la Cgt avec les patrons et les autres OS valide cette opération.

Dans les régions, le Medef avec les préfets, les présidents de Régions, la Cfdt, la Cftc, principalement au plan syndical, tentent d'obtenir des pactes pour favoriser le consensus social au profit des objectifs du patronat.

De nombreuses structures et organisations de la Cgt s'opposent à cette mécanique infernale, dont le seul objectif est d'instrumentaliser le syndicalisme dans le cadre d'une alliance, être le capital et le travail pour entériner les reculs sociaux.

Le CCN téléphoné qui suit le 2 avril donne lieu à quelques échanges sur cet engagement de la Cgt au cours duquel il nous est signifié qu'il n'était pas question pour la Cgt d'entrer dans cette logique ?

Puisque la précision était apportée par la direction confédérale, nous pensions sans doute naïvement que nous pouvions faire confiance mais malheureusement, nous découvrons ensuite que la Cgt confédéralement sous la signature de son secrétaire général soutient la politique de Macron et de Merkel, qu'elle applaudit l'Union Européenne en réclamant davantage d'intégration.

Comment pouvons-nous aujourd'hui, sans aucun débat, cautionner cet accord qui concrétise la domination du capitalisme Allemand sur la zone Europe ? Texte publié par les autres confédérations signataires mais pas par la Cgt avec au même moment, une déclaration de soutien à cet accord du patronat allemand, italien et français.

Comment avons-nous pu signer un tel texte qui ne dit pas un mot sur qui va payer ?

N'avons-nous pas compris encore au plan confédéral à l'expérience des faits, à quoi sert cette union européenne du libre marché et de la libre circulation du capital et des marchandises dans ce marché libre et non faussé.

Avons-nous oublié comment l'UE a été utilisée par le capital pour massacrer nos industries, pour dépecer nos services publics, pour confisquer aux peuples leurs souverainetés en liquidant le rôle, les prérogatives de nos collectivités territoriales au profit de la confiscation du droit d'intervention, de décisions des citoyens par le passage à une centralisation confiée à une technocratie aux ordres de Bruxelles et des grands groupes.

Avons-nous perdu la raison et oublié les injonctions de l'UE pour réduire les moyens de nos hôpitaux publics aux profits des trusts privés de la Santé ?

Avons-nous renoncé aux prises de positions de la confédération au départ du lancement de la construction européenne, aux déclarations de Benoît Frachon ou de Henri Krasucki, aux prises de positions que nous avons eu contre le traité de Maastricht, les débats et consultations des syndiqués et décisions que nous avons pris sur le traité constitutionnel ?

Veut-on aujourd'hui nous imposer l'avis d'un certain nombre de dirigeants de la Cgt battus par le CCN de 2005 qui avait fait le choix d'appeler au rejet du traité constitutionnel européen contraire aux intérêts des salariés ?

Où et quand avons-nous débattu dans la Cgt de notre soutien à une Europe fédérale que tente de nous imposer les promoteurs de Bruxelles sous la dictée de l'impérialisme Américain et du capital Allemand ?

Nous n'ignorons pas, dans notre région, les pressions internes et externes exercées sur la Cgt et ses dirigeants pour les conduire à raisonner autrement qu'à partir d'un point de vue de classe.

Nous en avons eu l'illustration au moment du traité constitutionnel avec le rôle d'associations, de think tank dans lesquelles des syndicalistes, y compris de la Cgt, se fourvoient avec les représentants du camp d'en face comme CONFRONTATION hier ou BRIDGE, "LA FABRIQUE DE L'INDUSTRIE" et d'autres aujourd'hui.

Ne perdons pas de vue que ce qui doit nous guider ce sont les intérêts de classe du salariat dans sa diversité de situations et de la Cgt, ce ne sont pas les intérêts particuliers, les positionnements de circonstance pour des motivations totalement extérieures aux choix et décisions prises dans nos congrès.

Nous n'aurions pas été opposés à ce que la Cgt s'engage sur un texte avec d'autres organisations Italiennes, Espagnoles, Portugaises, Grecs, Allemande et d'autres en Europe à l'issue de cet accord pour exiger des réponses sociales à la hauteur de la situation et de la crise financière qui gronde mais non, nous avons décidé confédéralement de nous couler dans le moule préparé par BERGER dans le cadre de la CES et de la Cfdt, c'est invraisemblable !

Depuis nous découvrons un autre texte "Plus jamais ça" avec davantage d'organisations, d'ONG mais qui porte quel contenu et ambitions ?

Deuxième région française, productrice d'énergie, nous avons encore une fois des raisons de réagir.

Où et quand avons-nous décidé de renoncer à la production d'électricité par les divers procédés de production d'énergie électrique dont le nucléaire qui figure dans cet autre texte que la Cgt vient de ratifier avec d'autres organisations ?

Jusqu'à ce jour, la Cgt se bat dans ce secteur d'industrie, dans les régions et départements pour le développement d'un mixte énergétique en réclamant des moyens conséquents dans le domaine de la recherche pour trouver d'autres alternatives aux modes de productions dangereux, tout en œuvrant pour réduire les consommations liées au gaspillage d'énergie.

Hors, la signature de ce texte, qui consacre l'accord de la Cgt, encore une fois sans débats pour la suppression de ce mode de production au nom du verdissement de la société, est irresponsable.

Pour deux raisons :

- 1) Parce que si cette voie était choisie pour l'immédiat, elle conduirait au renforcement la production d'électricité des centrales au charbon Allemande et de leurs microcentrales à gaz également nuisibles pour l'environnement pour nous placer encore davantage sous la domination du capital Allemand.
- 2) Parce qu'à ce stade des connaissances, aucun autre moyen de production d'électricité ne permet de mettre à disposition des foyers et des entreprises, le volume actuel d'électricité disponible actuellement.

L'expérience de la pandémie devrait pourtant nous inviter à la prudence et à l'anticipation car rien ne peut dire que demain nous n'allons pas avoir besoin de plus d'énergie électrique, rien ni personne ne peut dire que demain nous n'allons pas nous trouver face à des retournements au niveau des températures. Là encore, il serait utile à tous, dans la Cgt, de confronter les études et expertises contradictoires sur ce sujet du climat et les conséquences qui peuvent en découler avant de céder à tous ces discours orchestrés, nous nous convaincre d'accepter toutes les régressions.

Sommes-nous prêts dans la Cgt à ce que des régions comme l'Île-de-France ou la Bretagne se retrouvent dans le noir pour faire plaisir aux lobbies financés par les intérêts capitalistes ?

Nous ne rentrons pas en Région Centre Val de Loire dans la personnalisation de l'engagement de la Cgt, nous laissons ça à tous ceux qui sont dans les stratégies de couloirs et qui travaillent en toute opacité, non pas à l'après Covid mais au remplacement du secrétaire général de la Cgt !

Si la Cgt s'est engagée à trois reprises depuis Mars sur des questions de fond qui ne sont pas dans le cadre de nos orientations, cela ne peut pas relever de la décision d'un seul camarade ou alors il faut revoir de fond en comble comment fonctionne et travaille l'appareil confédéral.

Si nous étions revenus à ce mode de fonctionnement, dicté par un cabinet noir non élu, la CEC et le CCN devraient en tirer les conséquences.

Pour notre part, nous tenons, pour toutes ces raisons, à vous informer que nous ne nous inscrirons ni dans l'Union sacrée avec le patronat et les fossoyeurs du social, ni dans le soutien à l'accord entre les deux dirigeants de la France et de l'Allemagne et pas plus dans une nouvelle étape de saccage d'un pan de notre industrie qui doit revenir sous le contrôle et la maîtrise publique.

Les choses étant plus claires quand elles s'expriment en toute transparence, nous les versons au débat avec comme perspective de revenir à une Cgt qui remplit ses responsabilités prioritairement sur les choix de société en assumant tous ensemble nos positions, notre histoire et nos ambitions.

Nous restons disponibles pour en débattre et confronter si besoin les positions.

Recevez, Chers Camarades, l'expression de nos sentiments syndicalistes.

Pour le Comité Régional  
de l'Union Régionale Centre Val de Loire de la Cgt  
Le Secrétaire

Ph Cordat